

Actualités OFS



06 Industrie et services

Neuchâtel, décembre 2024

Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO) Analyses sur les données 2013 à 2022

Avec la statistique de la démographie des entreprises, l'Office fédéral de la statistique (OFS) fournit des chiffres détaillés sur les principaux événements démographiques qui impactent l'évolution de la population des entreprises actives en Suisse. Outre les créations «ex nihilo» et les cessations «réelles» (ou définitives) d'entreprises, des données sur les taux de survie des nouvelles entreprises, les entreprises à forte croissance et les gazelles¹ complètent l'offre d'informations statistiques et fournissent des indications importantes sur le dynamisme à court et moyen terme de l'appareil productif suisse.

1 Introduction

Depuis plusieurs décennies, le contexte économique mondial est marqué par la globalisation, la forte concurrence sur les marchés et la numérisation. Des données statistiques permettant d'analyser la structure et l'évolution de l'appareil productif d'une économie donnée sont de plus en plus demandées, tant au niveau politique qu'économique. Elles permettent d'avoir une image du dynamisme des entreprises et d'une économie nationale. La statistique de la démographie des entreprises (UDEMO) permet de répondre à ces besoins, en mettant à disposition des informations de qualité, basées sur une méthodologie commune et donc comparables au niveau international. La Suisse a suivi et participé aux travaux dans ce domaine dès le départ. La mise sur pied en 2013 de la statistique structurelle des entreprises (STATENT), avec 2011 comme première année de référence, a donné un nouvel élan à l'UDEMO, ouvrant des perspectives d'analyses élargies du tissu économique suisse.

¹ Les différents «événements démographiques» considérés dans le cadre de l'UDEMO sont définis et explicités dans l'encadré en page 3.

2 Aspects méthodologiques et informations disponibles

La production de données sur la démographie des entreprises basée sur l'univers de la STATENT a débuté avec l'année de référence 2013. A la base de toutes les statistiques UDEMO, on retrouve la population des entreprises actives. Celle-ci recense toutes les unités qui sont actives à un moment donné au cours d'une année de référence. Comme la STATENT, la population des entreprises actives de l'UDEMO s'intéresse aux unités qui exercent une activité économique en Suisse. Toutefois, les deux statistiques se différencient sur la période de référence et la couverture.

La population des entreprises actives recense les unités qui ont été actives durant toute une année ou durant une partie d'une année, alors que la STATENT s'intéresse actuellement uniquement aux unités actives au mois de décembre. Cet horizon temporel différent a des conséquences sur le calcul de l'emploi. La STATENT prend en considération les emplois du mois de décembre, tandis que les statistiques UDEMO font référence à la notion d'emploi moyen au cours de la période d'activité.

La couverture économique des statistiques UDEMO est plus limitée que celle de la STATENT. L'UDEMO ne couvre en effet que les unités qui exercent une activité économique marchande dans les secteurs secondaire et tertiaire (à l'exclusion des sociétés holding), que ces unités soient actives dans le secteur privé ou public. Les unités du secteur primaire, les administrations publiques et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM²) sont dès lors exclues du cadre d'analyse de l'UDEMO, alors qu'elles sont intégrées dans celui de la STATENT.

² Il s'agit par exemple des églises, des syndicats ou des clubs sportifs.

Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO): vue d'ensemble des informations disponibles

T1a

	Entreprises									
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Population des entreprises actives	518 853	536 764	545 287	550 223	555 718	556 849	567 254	564 787	574 258	587 137
Créations d'entreprises	36 997	41 866	40 811	39 064	39 594	39 435	42 606	40 188	43 037	46 987
Cessations d'entreprises	32 140	35 409	36 553	36 126	37 442	36 197	40 238	35 771	n.d.	n.d.
Entreprises à forte croissance	n.d.	4 599	4 307	4 094	4 152	4 442	4 803	4 314	4 398	4 882
Gazelles	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	204	243	212	218	234

	Emplois									
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Population des entreprises actives	4 207 604	4 261 789	4 298 056	4 321 870	4 368 405	4 414 553	4 480 650	4 429 088	4 486 354	4 626 338
Créations d'entreprises	50 357	55 694	55 333	52 707	53 839	53 696	57 067	56 410	59 559	64 806
Cessations d'entreprises	44 896	47 969	50 237	48 630	50 809	50 193	53 784	48 592	n.d.	n.d.
Entreprises à forte croissance	n.d.	227 549	202 212	216 267	223 603	257 784	267 678	220 106	241 331	286 691
Gazelles	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	8 792	10 850	8 414	7 981	9 937

n.d. = non disponible

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2024

Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO): vue d'ensemble des informations disponibles

T1b

	Cohortes de nouvelles entreprises									
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Taux de survie des nouvelles entreprises après 1 an (en %)	83,4	82,3	83,0	83,6	82,8	83,7	81,9	84,4	84,4	
Taux de survie des nouvelles entreprises après 2 ans (en %)	70,7	68,9	70,8	70,6	70,5	70,3	70,5	72,7	n.d.	
Taux de survie des nouvelles entreprises après 3 ans (en %)	61,7	59,7	61,5	62,3	61,2	62,0	62,3	n.d.	n.d.	
Taux de survie des nouvelles entreprises après 4 ans (en %)	54,7	52,8	55,2	55,1	55,1	55,7	n.d.	n.d.	n.d.	
Taux de survie des nouvelles entreprises après 5 ans (en %)	49,2	47,8	49,2	50,1	50,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	

n.d. = non disponible

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2024

Les indicateurs qui reflètent les principales phases de la vie d'une entreprise reposent sur des critères standardisés au niveau européen. Par conséquent, les résultats de l'UDEMO diffusés au niveau national sont comparables à ceux de nos principaux partenaires économiques.

Dans un souci de décharger au maximum les entreprises, l'OFS fait un recours accru aux sources administratives disponibles pour produire les données UDEMO, ce qui a toutefois pour conséquence que les données sont diffusées avec un décalage temporel. Les données actuellement disponibles portent ainsi sur les années de référence 2013 à 2022. Dans cette publication, l'accent est surtout mis sur les données produites dans le cadre de la dernière collecte de données, à savoir les données 2022 (2020 pour les cessations). Si les séries de données sur la

population des entreprises actives et sur les créations d'entreprises «ex nihilo» sont disponibles pour toutes les années de référence sous revue, il n'en va pas de même pour les autres indicateurs de la démographie des entreprises. Pour ceux-ci, la disponibilité dépend en grande partie de la méthodologie, expliquée ci-après dans l'encadré. Ainsi, les données sur les cessations définitives d'entreprises couvrent la période 2013 à 2020 et celles sur les entreprises à forte croissance la période 2014 à 2022. Les données sur les taux de survie se réfèrent aux années 2014 à 2022 pour toutes les cohortes de nouvelles entreprises créées à partir de 2013. Les gazelles sont le dernier indicateur développé dans le cadre de l'UDEMO et sont disponibles uniquement dès l'année de référence 2018.

Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO) – Définitions

Créations «ex nihilo» d'entreprises

La statistique sur les nouvelles entreprises ne considère que les entreprises véritablement nouvelles, créées «ex nihilo», et exerçant une activité économique marchande. **Une naissance d'entreprise «ex nihilo» consiste dans la création d'une nouvelle combinaison de facteurs de production – avec la restriction qu'aucune autre entreprise ne soit directement impliquée dans cet événement.** Par conséquent, les entreprises issues d'une fusion, d'une reprise, d'une scission ou d'une restructuration d'entreprises préexistantes ne sont pas considérées. La statistique inclut par contre les unités qui sont inactives durant plus de deux ans (entreprises «dormantes») et qui sont réactivées par la suite. Cette période de deux ans est celle qui est utilisée comme «borne» au niveau international.

Survie des nouvelles entreprises

La survie des nouvelles entreprises est un indicateur relatif. Il est défini comme **le pourcentage des entreprises créées «ex nihilo» encore actives entre 1 et jusqu'à 5 ans après leur création.** Ainsi, les nouvelles entreprises d'une année de référence t forment une cohorte qui est suivie au fil des années comprises entre $t+1$ et $t+5$. Dans cette cohorte, les entreprises sont considérées comme survivantes si elles apparaissent dans la population des entreprises actives des années subséquentes. Des cas particuliers peuvent se présenter lorsqu'une entreprise A disparaît de la population d'entreprises suite à la cessation de son activité. Si cette activité est reprise par une nouvelle unité créée spécifiquement pour reprendre les facteurs de production de A , on parle de survie par reprise et on continue de suivre la nouvelle unité. Si, par contre, une entreprise B disparaît pour cause de fusion ou de reprise par une entreprise déjà existante, elle n'est pas considérée comme survivante. Il faut également noter que dès qu'une unité n'est plus active, elle «sort» de la cohorte et ne peut plus y revenir. **La population de référence pour les taux de survie porte ainsi uniquement sur les unités nouvellement créées qui ont été actives sans interruption durant la période d'observation considérée (1 à 5 ans).**

Cessations d'entreprises

Une cessation d'entreprise correspond à la dissolution d'une combinaison de facteurs de production – avec la restriction qu'aucune autre entreprise ne soit impliquée dans cet

événement. Par conséquent, les entreprises disparues à la suite d'une fusion, d'une reprise, d'une scission ou d'une restructuration d'entreprises préexistantes ne sont pas considérées. La statistique inclut par contre les unités dormantes qui ne sont pas réactivées dans un délai de deux ans. Symétriquement aux créations d'entreprises, l'application de la règle des deux ans pour les réactivations nécessite de s'assurer qu'une entreprise qui a cessé son activité dans l'année t ne réapparait pas dans la population des entreprises actives des années $t+1$ et/ou $t+2$. Dans ce cas, c'est-à-dire lorsqu'une entreprise n'est pas réactivée au terme de deux ans de cessation d'activité, elle est considérée comme une cessation définitive pour la statistique. **Cette règle implique donc que, pour une année de référence déterminée, les données définitives sur les cessations d'entreprises sont mises à disposition avec un décalage temporel par rapport aux autres données UDEMO.** Il faut en effet vérifier le «statut» de l'unité sur deux années consécutives pour pouvoir déterminer si on a, ou non, une réelle cessation d'activité.

Entreprises à forte croissance

Les entreprises à forte croissance se définissent comme des unités qui, à partir d'une taille minimale de 10 emplois, connaissent une croissance de leurs effectifs supérieure à 10% en moyenne annuelle sur une période de trois ans. Toutefois, si la croissance du nombre d'emplois est due à des fusions ou des reprises, l'entreprise en question n'est pas considérée comme une entreprise à forte croissance, à moins qu'elle ait dépassé le seuil de 10% même après avoir pris en compte l'impact de ces fusions ou reprises en termes d'emplois. La méthodologie harmonisée exclut les créations «ex nihilo» lors de la première année d'observation de la croissance.

Gazelles

Les gazelles sont un sous-ensemble des entreprises à forte croissance. Il s'agit de toutes les **entreprises à forte croissance qui ont moins de 5 ans d'existence.** Par conséquent, les gazelles se limitent aux nouvelles entreprises créées «ex nihilo», avec au moins 10 emplois au début de la période d'observation ou le cas échéant à celles dont l'emploi a crû immédiatement pour atteindre ce seuil au bout d'une ou deux années. Concrètement, vu que la méthodologie harmonisée exclut les créations lors de la première année d'observation de la croissance ($t-3$), les gazelles doivent avoir vu le jour en $t-4$ ou $t-5$.

3 Évolution des indicateurs UDEMO sur la période 2013-2022

En 2022, l'économie Suisse a compté 587 137 entreprises actives et 4 626 338 emplois, soit une augmentation de respectivement 2,2% et 3,1% par rapport à l'année précédente. Depuis 2013, le nombre d'entreprises actives et d'emplois n'a pratiquement jamais cessé de croître. Avec l'avènement de la pandémie de Covid-19, 2020 est la seule année de renversement de cette tendance à la hausse. En effet, malgré la pandémie toujours présente, la croissance avait déjà repris en 2021. La variation de l'emploi entre 2020 et 2021 fait l'objet d'une analyse plus fine dans le chapitre 8 grâce à la décomposition des sources de créations et de disparitions d'emplois.

En Suisse, 46 987 entreprises ont été créées «ex nihilo» en 2022. Il s'agit d'un chiffre record, supérieur de 3950 unités par rapport au précédent sommet atteint en 2021. Depuis 2019 le nombre de nouvelles entreprises se situe systématiquement au-dessus de 40 000, alors que cette barre n'avait été dépassée que deux fois entre 2013 et 2018.

Les données les plus récentes sur les cessations d'activité font état d'une nette inversion de tendance. Après de longues années de relative stabilité, le nombre de cessations d'entreprises avait connu une forte hausse en 2019, dépassant pour la première fois le seuil de 40 000 sociétés définitivement fermées. En 2020, par contre, ce ne sont que 35 771 entreprises qui ont connu ce sort, soit une baisse de 11,1% par rapport à l'année précédente. Le nombre de fermetures n'avait plus été aussi bas depuis 2014. Toutefois, l'année 2020 étant fortement impactée par les répercussions économiques du Covid-19, cette baisse spectaculaire s'explique en partie par les mesures de soutien mises en place par les autorités afin de maintenir les relations de travail et d'éviter une vague de faillites. Ainsi, de nombreux emplois ont pu être pérennisés grâce par exemple aux indemnités en cas de réduction d'horaire de travail (RHT) ou aux moratoires sur les procédures de faillites. Les cessations d'entreprises ont donc été plus que compensées par les nouvelles entreprises. Le solde positif entre créations «ex nihilo» et disparitions définitives d'entreprises est d'ailleurs une constante tout au long de la série de données disponibles. Cela est également valable pour les emplois associés à ces deux événements démographiques.

Conséquence directe de la forte hausse du nombre de nouvelles entreprises, leur part dans le nombre total d'entreprises actives a atteint 8,0% en 2022. Elle s'était située dans une fourchette allant de 7,1% à 7,8% entre 2013 et 2021. Le taux de cessation, qui est la part des cessations définitives d'entreprises dans le total des entreprises actives, a été particulièrement bas en 2020 (6,3%), se rapprochant ainsi de la valeur la plus faible observée en 2013 (6,2%). C'est en 2019, lorsque 7,1% des entreprises actives avait définitivement mis la clé sous le paillason, que ce taux a été le plus élevé. Du point de vue des emplois, les parts relatives des nouvelles places de travail générées par les créations «ex nihilo» et des emplois disparus suite aux cessations d'activités par rapport au total des emplois de la population des entreprises actives se sont révélées relativement faibles et particulièrement constantes (entre 1,2% et 1,4% pour les créations et entre 1,1% et 1,2% pour les cessations).

Les données sur les entreprises à forte croissance, qui reposent sur une période de 3 ans, confirment le bon dynamisme de l'économie suisse en 2022. En effet, on compte 286 691 emplois dans 4882 sociétés de ce type. Ceci représente un solde positif de 117 703 emplois entre l'année de départ et l'année d'arrivée. Jamais de telles valeurs n'avaient été enregistrées depuis la création de cette statistique. Elles sont calculées à partir des bornes 2019 et 2022. Les données pour 2020 et 2021, période pendant laquelle la pandémie de Covid-19 a le plus impacté les activités économiques, ne sont donc pas considérées dans ce calcul. En 2020 et 2021³, le nombre d'entreprises à forte croissance et de leurs emplois, et surtout l'excédent d'emplois entre la borne d'arrivée et de départ, ont été inférieurs par rapport aux deux années prépandémiques et à 2022. Fort de ce constat, on peut supposer que la crise sanitaire a eu un certain impact sur la propension des entreprises existantes en 2020 et 2021 à créer des emplois.

En 2022, la part des entreprises à forte croissance (7,8%) a égalisé la plus haute valeur de la série, tandis que la part des emplois de cette catégorie d'entreprises (6,2%) est la plus élevée sur la période considérée.

4 Créations «ex nihilo» d'entreprises

Le record de créations d'entreprises à nouveau battu

En 2022, 46 987 entreprises ont été créées «ex nihilo». Elles ont permis de générer 64 806 emplois. Ces chiffres, en progression de respectivement 9,2% et 8,8% par rapport à 2021, constituent un record absolu depuis l'introduction de la statistique. Comme dans les années précédentes, la grande majorité des nouvelles entreprises (87,1%) et des emplois (84,9%) a été créée dans le secteur tertiaire. Ce résultat n'est pas surprenant au vu de la forte tertiarisation de l'économie et de la plus grande flexibilité du secteur des services par rapport aux activités industrielles. En effet, pour un entrepreneur qui souhaite lancer une société, les activités industrielles nécessitent des investissements en infrastructure et en ressources humaines généralement plus importants que les activités de services.

Au niveau des branches d'activités, les nouvelles entreprises se concentrent historiquement dans les «activités spécialisées et scientifiques»⁴ (21,0% du total en 2022), la «santé et action sociale» (12,2%) et le «commerce et réparations» (9,8%). En termes de création d'emplois, presque une place de travail sur cinq est générée dans les «activités spécialisées et scientifiques» (18,8% du total des emplois créés). Les autres branches qui ont dépassé le seuil de 10% sont la «santé et action sociale» (10,8%), les «activités immobilières et de services» (10,6%) ainsi que la

³ Les entreprises à forte croissance 2020 ont été calculées en prenant en compte les emplois en 2017 et en 2020. Les entreprises à forte croissance 2021 ont été calculées en prenant en compte les emplois en 2018 et en 2021. Dans ces cas, les emplois de départ se réfèrent donc à une date antérieure à l'apparition du Covid-19, tandis que les emplois d'arrivée se réfèrent aux deux années les plus frappées par les effets du Covid-19 sur les activités économiques.

⁴ À titre d'exemple, cette branche regroupe notamment les activités juridiques et comptables, les activités d'architecture et d'ingénierie, la publicité et les analyses de marché, ainsi que les activités de recherche-développement.

«construction» (10,1%). Pour la première fois, le «commerce et réparations» tombe sous la barre des 10% tant en termes d'emplois (9,7%) que de nouvelles entreprises (9,8%).

Créations d'entreprises et d'emplois par branche économique, en 2022

T2

Branches économiques	Nouvelles entreprises	Emplois créés dans les nouvelles entreprises	Taille moyenne des nouvelles entreprises
Secteur secondaire	6 040	9 776	1,6
Industrie et énergies	2 201	3 248	1,5
Construction	3 839	6 528	1,7
Secteur tertiaire	40 947	55 030	1,3
Commerce et réparations	4 612	6 290	1,4
Transports et entreposage	1 300	2 124	1,6
Hébergement et restauration	1 523	3 183	2,1
Information et communication	2 884	4 032	1,4
Activités financières et assurances	1 332	2 134	1,6
Activités immobilières et de services	4 125	6 857	1,7
Activités spécialisées et scientifiques	9 880	12 169	1,2
Enseignement	2 377	2 751	1,2
Santé et action sociale	5 731	7 010	1,2
Arts et activités récréatives	2 728	3 555	1,3
Autres activités de services	4 455	4 925	1,1
Total	46 987	64 806	1,4

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2024

Tessin et Suisse centrale: les régions les plus performantes en termes de créations d'entreprises par 1000 habitants

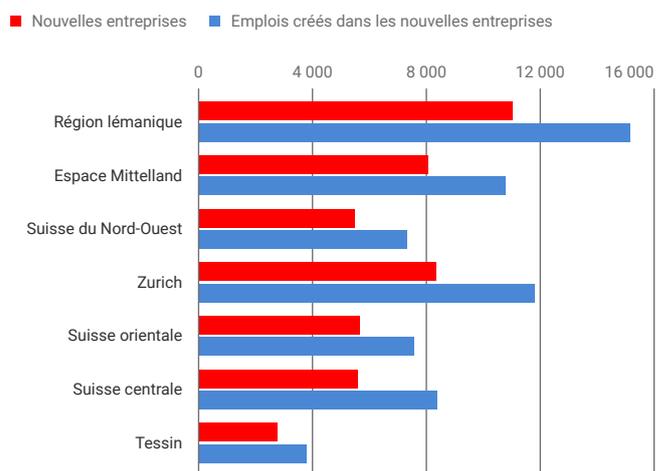
Au niveau régional, la répartition des créations d'entreprises est influencée par des facteurs tels que la taille ou le poids économique des grandes régions. Dans ce sens, il n'est pas surprenant de constater par exemple que les trois grandes régions les plus peuplées du pays concentrent plus de la moitié des nouvelles entreprises et des nouveaux emplois: il s'agit de la Région lémanique (11 017; 15 160), la grande région de Zurich (8350; 11 796) et l'Espace Mittelland (8082; 10 773). Afin d'atténuer le biais implicite de la taille inégale des régions, on peut toutefois recourir à l'indicateur du nombre d'entreprises nouvellement créées par 1000 habitants⁵. Sous cet angle, les grandes régions avec les valeurs absolues plus élevées ne sont pas nécessairement celles qui obtiennent les meilleurs scores. En effet, le Tessin et la Suisse centrale, dont le nombre de créations était parmi les plus faibles, affichent finalement les meilleurs résultats avec respectivement

⁵ selon le critère de la population résidente permanente

7,9 et 6,7 entreprises créées pour 1000 habitants. La région dans laquelle le nombre de nouvelles entreprises par 1000 habitants est le plus faible est l'Espace Mittelland (4,2), qui se caractérise par un score bien inférieur à la valeur suisse (5,3), tout en étant la grande région avec le plus d'habitants.

Créations d'entreprises et d'emplois par grande région, en 2022

G1



État des données: 02.12.2024

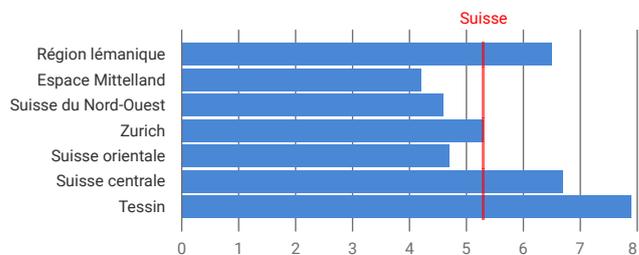
Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

gr-f-06.02.02.08

© OFS 2024

Nombre de créations «ex nihilo» d'entreprises par 1 000 habitants par grande région, en 2022

G2



État des données: 02.12.2024

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

gr-f-06.02.02.19

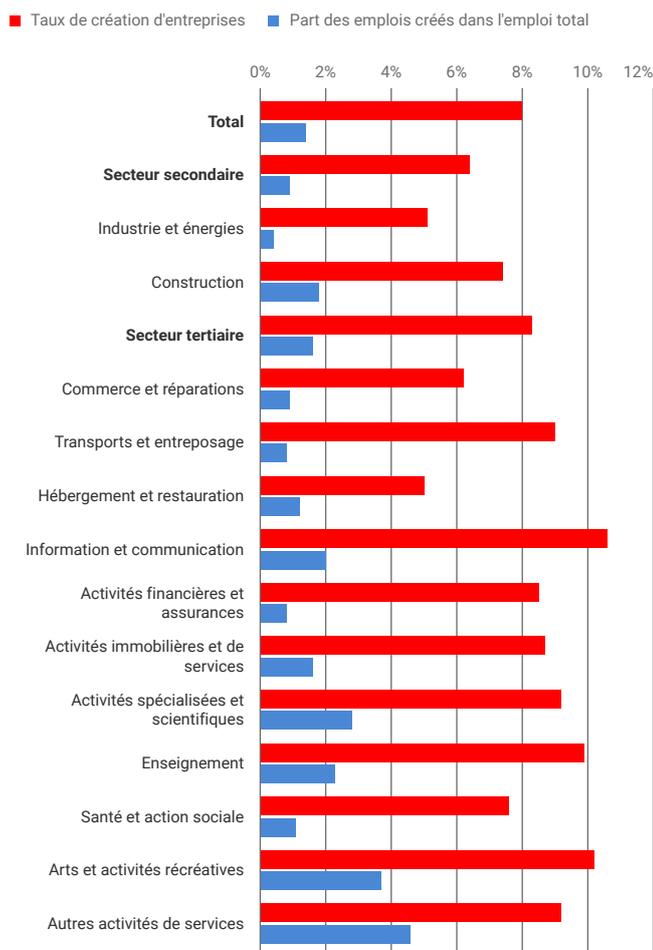
© OFS 2024

Taux de création: le secteur tertiaire plus dynamique par rapport au secondaire

Les 46 987 entreprises créées «ex nihilo» en Suisse en 2022 représentent 8,0% de toutes les entreprises actives au cours de l'année. Les branches du secteur tertiaire affichent généralement des taux de création supérieurs (8,3% pour l'ensemble du secteur) par rapport à celles du secondaire (6,4%), ce qui confirme le dynamisme du secteur des services déjà mis en évidence par l'analyse du nombre absolu de nouvelles entreprises.

Au niveau des branches, pour la troisième année consécutive, le taux de création a été le plus élevé dans l'«information et communication» (10,6%). Juste derrière on retrouve les «arts et activités récréatives» avec un taux de 10,2%, qui fait suite à deux années où la dynamique s'était légèrement estompée (7,8% en 2020 et 8,0% en 2021). Avec un taux de 9,9%, l'«enseignement» complète le podium, mais n'occupe plus l'une des deux premières places du classement comme c'était le cas depuis 2014. À l'inverse, l'«hébergement et restauration» se caractérise par le taux le plus bas (5,0%). Le faible taux de création dans cette branche, qui est un phénomène constant depuis l'existence de la série statistique, est probablement lié au fait qu'il s'agit d'une activité où d'autres formes de constitution d'une société (par exemple la reprise d'activités existantes) sont davantage la coutume que la création «ex nihilo». Les deux branches qui constituent le secteur secondaire affichent des taux de création inférieurs à la valeur suisse, notamment l'«industrie et énergies» (5,1%), qui obtient le deuxième moins bon résultat toutes branches confondues.

Taux de création d'entreprises¹ et part des emplois créés par branche économique, en 2022 G3



¹ part des nouvelles entreprises «ex nihilo» dans le total des entreprises actives

État des données: 02.12.2024

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

gr-f-06.02.02.20

© OFS 2024

La part de l'emploi des nouvelles entreprises est traditionnellement très faible et ne bouge pratiquement pas d'une année à l'autre. En 2022, les nouveaux emplois générés ont représenté 1,4% de l'emploi total de la population des entreprises actives. Comme pour les unités, le taux pour l'emploi du secteur tertiaire (1,6%) a été supérieur à celui du secteur secondaire (0,9%). Les branches dans lesquelles les créations d'entreprises ont le plus contribué à l'emploi se trouvent toutes dans les services, notamment les branches «autres activités de services»⁶ (4,6%), «arts et activités récréatives» (3,7%) et «activités spécialisées et scientifiques» (2,8%), qui sont largement au-dessus de la valeur suisse. À l'inverse, l'importance relative des emplois générés par les nouvelles entreprises était la plus faible dans les branches de l'«industrie et énergies» (0,4%), des «transports et entreposage» (0,8%) et des «activités financières et assurances» (0,8%). La branche de l'«hébergement et restauration» mérite un commentaire à part, car en dépit du faible taux de création d'entreprises, les nouvelles entreprises contribuent à hauteur de 1,2% à l'emploi total, une valeur relativement proche de la valeur suisse. Cela signifie donc que les entreprises créées dans ce secteur d'activité sont comparativement plus grandes. Il s'agit d'ailleurs de la seule branche dans laquelle la taille moyenne des nouvelles entreprises atteint les deux emplois (2,1).

5 Cessations d'entreprises

Les cessations d'entreprises ont fortement baissé en 2020

En Suisse, 35 771 entreprises ont définitivement cessé leur activité en 2020⁷, provoquant la disparition de 48 592 emplois. Ces chiffres reflètent une baisse spectaculaire de respectivement 11,1% et 9,7% par rapport à l'année précédente. Les mesures de soutien mises en place par les autorités dans le but d'éviter une vague de faillites durant la crise du Covid-19 jouent certainement un rôle dans l'explication de ce résultat. Le nombre de cessations d'entreprises, qui n'était plus aussi bas depuis 2014, a atteint un niveau bien inférieur à celui des créations «ex nihilo» en 2020 (40 188). Les emplois disparus suite aux fermetures d'entreprises ont également été plus que compensés par ceux créés par les nouvelles entreprises (+7818). Il s'agit du solde le plus important depuis le début de la série. Il est d'ailleurs intéressant de constater que, sur toute la période pour laquelle les chiffres sur les cessations sont disponibles, le solde entre créations et cessations est toujours positif, tant pour les entreprises que pour les emplois.

⁶ Cette branche regroupe notamment les activités suivantes: activités des organisations associatives, économiques, patronales et professionnelles; réparation d'ordinateurs et d'équipements de communication; réparation de biens personnels et domestiques comme par exemple appareils électroménagers, équipement pour la maison et le jardin, articles d'horlogerie et de bijouterie, chaussures et articles en cuir; services personnels tels que blanchisserie, instituts de beauté, salons de coiffure, saunas, solariums ou services funéraires.

⁷ Pour mémoire, les chiffres sur les cessations d'entreprises portent sur l'année 2020 (et non 2022) à cause du délai de réactivation de deux ans qui doit être considéré (cf. encadré en page 3).

Cessations d'entreprises et disparitions d'emplois par branche économique, en 2020

T3

Branches économiques	Cessations d'entreprises	Emplois disparus suite aux cessations d'entreprises	Taille moyenne des entreprises fermées
Secteur secondaire	4 956	8 419	1,7
Industrie et énergies	2 011	3 576	1,8
Construction	2 945	4 843	1,6
Secteur tertiaire	30 815	40 173	1,3
Commerce et réparations	4 591	6 376	1,4
Transports et entreposage	1 086	1 605	1,5
Hébergement et restauration	1 547	2 910	1,9
Information et communication	1 916	2 400	1,3
Activités financières et assurances	1 209	1 638	1,4
Activités immobilières et de services	3 059	4 211	1,4
Activités spécialisées et scientifiques	7 280	8 823	1,2
Enseignement	1 724	1 994	1,2
Santé et action sociale	3 811	4 755	1,2
Arts et activités récréatives	1 707	2 192	1,3
Autres activités de services	2 885	3 269	1,1
Total	35 771	48 592	1,4

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2024

En 2020, 86,1% des entreprises qui cessent leur activité et 82,7% des emplois disparus proviennent du secteur tertiaire. Ces pourcentages élevés peuvent s'expliquer par les éléments mis en avant dans le chapitre sur les nouvelles entreprises (tertiarisation de l'économie, davantage de flexibilité par rapport au secondaire, etc.). Comme les années précédentes, les branches les plus touchées ont été les «activités spécialisées et scientifiques» (7280 cessations; 8823 emplois disparus) et le «commerce et réparations» (4591; 6376). Inversement, c'est dans les «transports et entreposage» (1086; 1605) et les «activités financières et assurances» (1209; 1638) que le nombre de cessations et de disparitions d'emplois a été le plus faible.

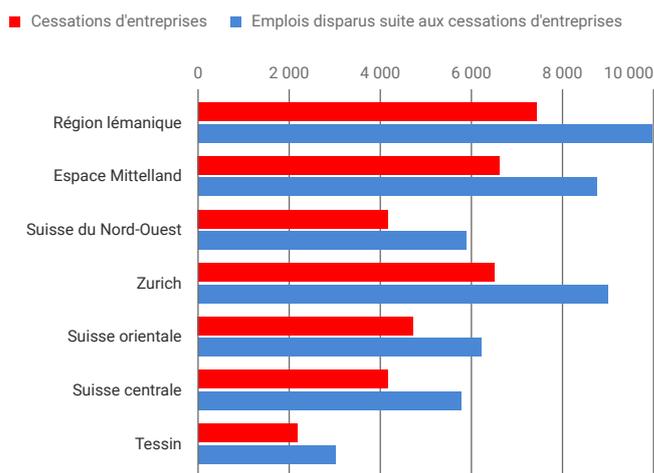
L'Espace Mittelland et la Suisse du Nord-Ouest proportionnellement plus robustes

Les régions qui ont connu le plus de cessations d'entreprises et de disparitions d'emplois en 2020 sont la Région lémanique (7426; 9964), l'Espace Mittelland (6622; 8757) et Zurich (6503; 8992). Comme pour les nouvelles entreprises, il est toutefois plus pertinent de mettre ces chiffres en relation avec ceux de la population résidente permanente. Il convient de noter ici qu'un nombre faible de cessations par 1000 habitants indique un résultat «positif», tandis qu'un nombre élevé de cessations par 1000 habitants indique une performance moins bonne. On constate ainsi que l'Espace Mittelland et la Suisse du Nord-Ouest sont les régions où le nombre de cessations par 1000 habitants est le plus faible (3,5), tandis que le Tessin et la Suisse centrale affichent le moins bon résultat avec respectivement 6,2 et 5,0 entreprises disparues pour 1000 habitants.

Une conclusion saute immédiatement aux yeux lors de la comparaison de ces valeurs avec celles du nombre de créations par 1000 habitants⁸ (cf. chapitre 4): les deux indicateurs vont dans la même direction; ils sont soit les deux élevés, soit les deux faibles. Autrement dit, plus une région est dynamique avec une valeur élevée du nombre de créations par 1000 habitants,

Cessations d'entreprises et disparitions d'emplois par grande région, en 2020

G4



État des données: 02.12.2024

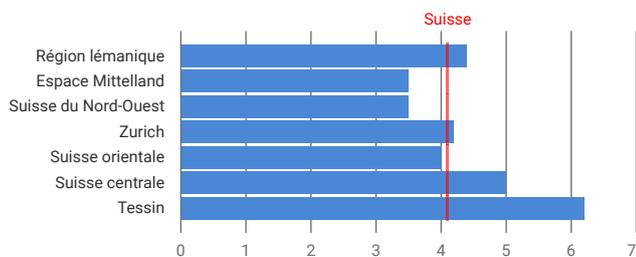
Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

gr-f-06.02.02.10
© OFS 2024

⁸ Même si les données sur les créations et les cessations d'entreprises ne se réfèrent pas à la même année de référence, une comparaison des valeurs peut toutefois faire sens au niveau des régions dans la mesure où leur poids dans les statistiques structurelles reste relativement stable dans le temps.

moins elle est performante en termes de cessations avec également une valeur élevée du nombre de cessations par 1 000 habitants. Ce résultat, à première vue surprenant, s'explique par le fait qu'à l'intérieur de chaque région, le nombre absolu de créations et de cessations est relativement proche.

Nombre de cessations définitives d'entreprises par 1 000 habitants par grande région, en 2020 G5



État des données: 02.12.2024

gr-f-06.02.02.22

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2024

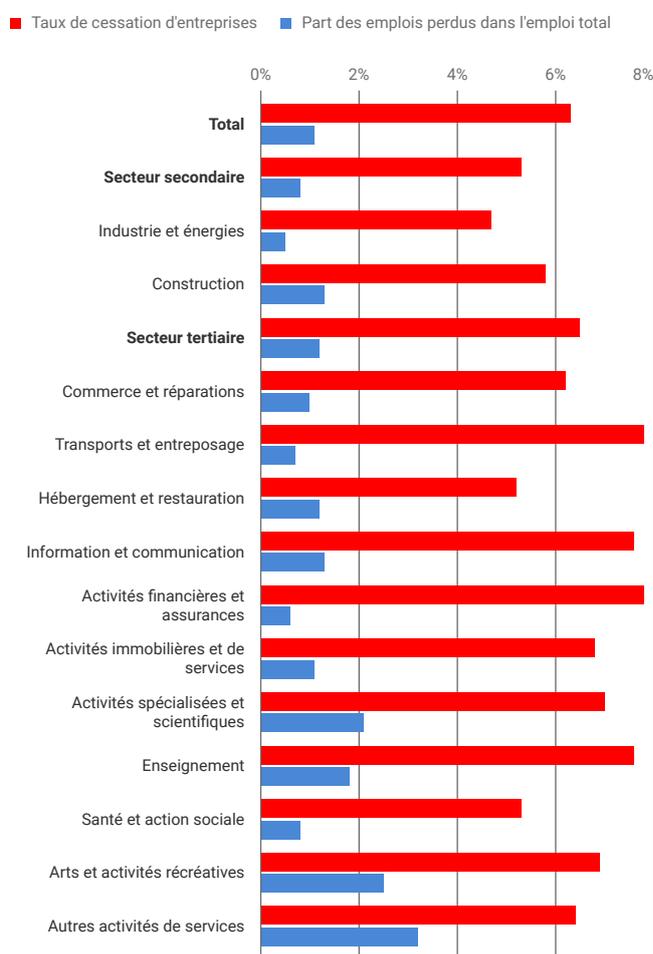
Les taux de création et de cessation sont étroitement corrélés

En 2020, 35 771 entreprises ont été contraintes de mettre la clé sous la porte, ce qui correspond à 6,3% des entreprises actives au cours de cette année. Au niveau sectoriel, le taux a été supérieur dans le tertiaire (6,5%) par rapport au secondaire (5,3%). Les branches «activités financières et assurances» et «transports et entreposage» ont présenté le taux de cessation le plus élevé (7,8%), suivies par l'«enseignement» et l'«information et communication» (7,6%). Si le résultat des «activités financières et assurances» et de l'«information et communication» ne surprend pas, dans le sens que – à la seule exception de 2019 – elles ont dans le passé toujours été les deux branches avec les taux les plus élevés, il est intéressant de constater que les branches des «transports et entreposage» et de l'«enseignement» confirment le résultat de 2019, alors qu'avant cette date, elles avaient toujours affiché un taux de cessation comparativement moins élevé. Comme l'année précédente, le «meilleur» résultat a été réalisé par la branche «industrie et énergies», où la part des entreprises ayant définitivement fermé leurs portes a atteint seulement 4,7%. Les branches «hébergement et restauration» et «santé et action sociale» se démarquent aussi par des taux de cessation faibles (5,2%; 5,3%). Depuis le début de la série statistique, ces trois branches ont toujours connu les trois taux les plus bas toutes branches confondues. En définitive, la corrélation entre ouvertures et cessations d'entreprises est presque toujours valable en termes de parts relatives sur le nombre total, si bien que les branches avec un taux de création élevé ont également tendance à connaître un taux de cessation important.

En 2020, les cessations définitives d'activité ont provoqué la disparition de 48 592 emplois. Équivalent à 1,1% du total des emplois des entreprises actives au cours de l'année, la quote-part des emplois disparus conserve un lien fort avec celle des emplois

générés par les nouvelles entreprises. Ces deux indicateurs se situent généralement dans la même fourchette et s'inscrivent dans des dynamiques similaires: si l'un de ces deux taux est bas, alors l'autre le sera aussi, et vice-versa. Ainsi, comme pour les taux de création d'emplois, on retrouve les branches «autres activités de services» (3,2%), «arts et activités récréatives» (2,5%) et «activités spécialisées et scientifiques» (2,1%) avec les plus hauts taux de disparitions d'emplois entraînés par les cessations d'entreprises. De même, l'«industrie et énergies» (0,5%), les «activités financières et assurances» (0,6%) ainsi que les «transports et entreposage» (0,7%) sont les branches qui ont la plus faible part d'emplois disparus.

Taux de cessation d'entreprises¹ et part des emplois perdus par branche économique, en 2020 G6



¹ part des cessations définitives d'entreprises dans le total des entreprises actives

État des données: 02.12.2024

gr-f-06.02.02.23

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2024

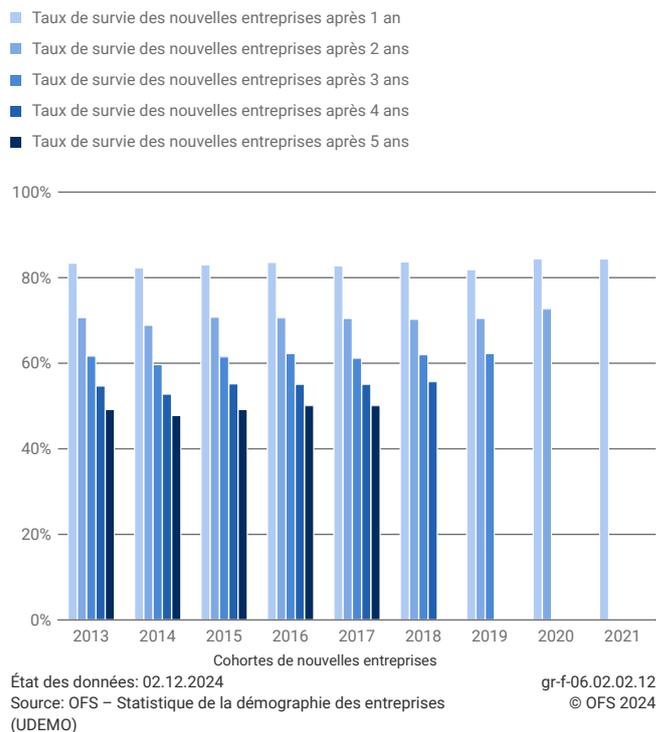
6 Taux de survie des nouvelles entreprises

Survie des nouvelles entreprises: une lutte continue

Au niveau suisse, les taux de survie sont relativement similaires pour toutes les cohortes de nouvelles entreprises. Après un an, plus de quatre entreprises sur cinq sont toujours actives. Le passage du cap de la première année de vie n'est pas pour autant une garantie de succès. Après 3 ans, par exemple, les taux de survie tombent généralement à un peu plus de 60%. La lutte pour la survie continue à plus long terme, puisqu'environ une entreprise sur deux a disparu après 5 ans. Avec un taux de survie de 50,1%, les nouvelles entreprises des cohortes 2016 et 2017 se sont montrées les plus robustes sur un quinquennat. Le nombre d'entreprises encore en activité dépasse en effet celui des entreprises disparues. Pour les trois autres cohortes disponibles, le taux est inférieur à 50%.

Si l'on s'intéresse plus en détail aux taux de survie en 2022, on peut remarquer qu'ils sont très élevés. Après 2 et 4 ans ils reflètent le meilleur résultat de toute la série, tandis que les taux après 1, 3 et 5 ans l'égalisent. Cette tendance à une plus forte résistance pourrait dans ce cas aussi s'expliquer, du moins partiellement, par la volonté des autorités de maintenir en vie les entreprises pendant la crise liée au Covid-19. Toutefois, il est difficile de tirer des conclusions irréfutables, d'autant plus que les taux en survie en 2022 n'ont pas été sensiblement plus élevés par rapport à ceux des années précédant la pandémie.

Taux de survie des nouvelles entreprises après 1, 2, 3, 4 et 5 ans



Taux de survie des nouvelles entreprises par branche économique, en 2022, en %

Branches économiques	Après 1 an (cohorte 2021)	Après 2 ans (cohorte 2020)	Après 3 ans (cohorte 2019)	Après 4 ans (cohorte 2018)	Après 5 ans (cohorte 2017)
Secteur secondaire	85,8	73,8	63,3	57,6	49,7
Industrie et énergies	83,7	72,2	62,4	59,2	50,9
Construction	87,0	74,7	63,9	56,7	49,0
Secteur tertiaire	84,2	72,5	62,1	55,4	50,2
Commerce et réparations	80,6	66,7	58,8	50,0	43,1
Transports et entreposage	85,8	71,5	56,9	51,0	46,2
Hébergement et restauration	80,9	65,8	51,0	43,4	39,8
Information et communication	84,6	71,2	59,1	51,5	48,3
Activités financières et assurances	84,3	71,8	60,4	52,3	47,2
Activités immobilières et de services	84,7	72,5	62,4	56,6	50,8
Activités spécialisées et scientifiques	84,7	73,0	62,3	55,6	50,4
Enseignement	83,5	73,2	61,4	55,5	50,0
Santé et action sociale	88,2	80,1	71,0	67,0	62,6
Arts et activités récréatives	80,3	70,0	57,8	51,3	47,3
Autres activités de services	84,5	73,1	64,9	57,5	50,7
Total	84,4	72,7	62,3	55,7	50,1

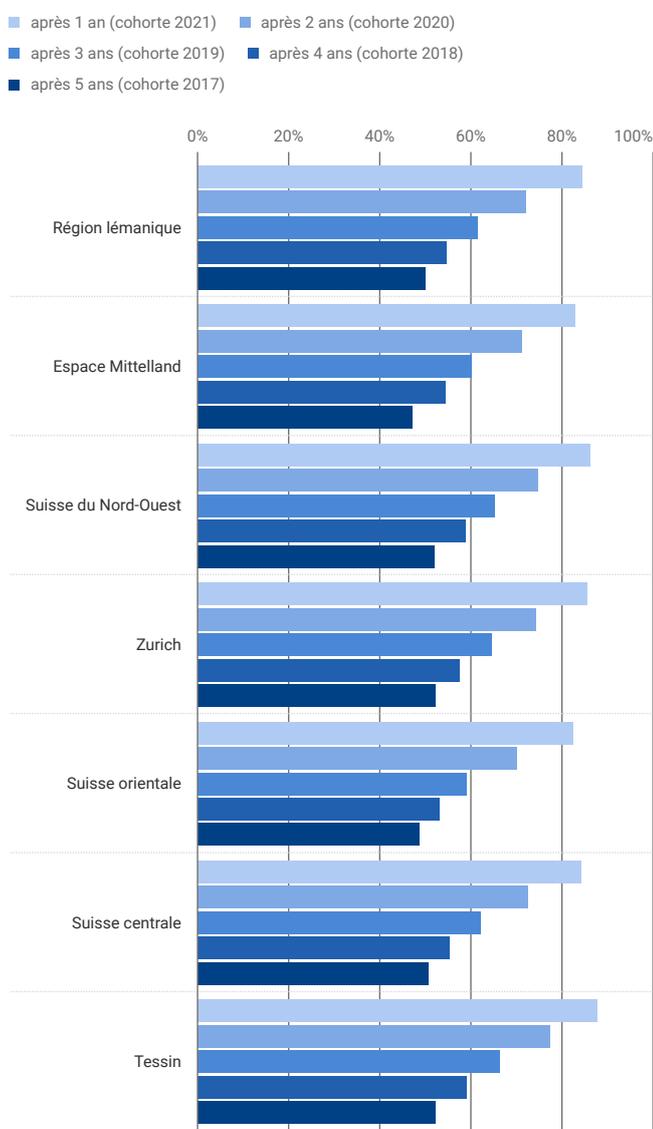
Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2024

Les entreprises dans le domaine de la «santé et action sociale» championnes de la survie

Les taux de survie varient énormément en fonction de l'activité économique exercée par les entreprises. Si l'on prend en considération les taux de survie en 2022 des différentes cohortes de nouvelles entreprises, la branche «santé et action sociale» se démarque avec des taux très élevés et affiche toujours et de loin le meilleur résultat. À titre d'exemple, 62,6% des entreprises créées en 2017 étaient encore actives en 2022, alors qu'au niveau de l'ensemble de l'économie seule une entreprise sur deux avait survécu. Pour cette branche, toutes les autres cohortes présentent également des valeurs bien au-dessus de la valeur nationale (1 an: 88,2%; 2 ans: 80,1%; 3 ans: 71,0%; 4 ans: 67,0%).

Taux de survie des nouvelles entreprises par grande région, en 2022 G 8



État des données: 02.12.2024
Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

gr-f-06.02.02.14
© OFS 2024

La robustesse des nouvelles entreprises créées dans la «santé et action sociale» n'est absolument pas un phénomène propre à l'année 2022, vu qu'on retrouve la même configuration pour toutes les autres années de survie observées.

La «construction» est particulièrement résistante en termes de survie à très court terme. Les taux de survie après 1 et 2 ans (87,0%; 74,7%) représentent le deuxième meilleur score toutes branches confondues. Le taux de survie après 5 ans (49,0%) est par contre inférieur à la valeur suisse (50,1%).

L'«industrie et énergies» se caractérise par une dynamique inverse, c'est-à-dire des taux de survie relativement bas à court terme, mais une meilleure survie à long terme, avec notamment le taux le plus élevé après la «santé et action sociale» lors de la quatrième (59,2%) et la cinquième année de survie (50,9%).

La branche dans laquelle les nouvelles entreprises sont les plus fragiles est l'«hébergement et restauration». En effet, à l'exception de la survie après 1 an, le taux de survie est toujours le plus bas. Dans ce secteur d'activité, presque la moitié des entreprises avait disparu après 3 ans déjà. Après 5 ans, seules 39,8% des entreprises nouvellement créées en 2017 exerçaient encore leur activité. Il est à noter que cette branche affiche historiquement des taux de survie très faibles, quelle que soit la cohorte considérée, et les résultats de 2022 ne s'expliquent donc pas forcément en raison des difficultés connues par le secteur suite à la pandémie de Covid-19.

Plus grande solidité des nouvelles entreprises créées au Tessin

Comme pour les branches économiques, les taux de survie varient entre les différentes grandes régions. Le Tessin présente le taux de survie le plus élevé pour toutes les périodes de survie (1 an: 87,7%; 2 ans: 77,4%; 3 ans: 66,4%; 4 ans: 59,1%; 5 ans: 52,2%). Zurich et la Suisse du Nord-Ouest affichent également des taux de survie supérieurs à la valeur nationale pour toutes les cohortes observées. De l'autre côté de l'échelle, on retrouve notamment la Suisse orientale, qui affiche le taux le plus bas après 1, 2, 3 et 4 ans (82,3%; 70,0%; 59,1%; 53,0%), et l'Espace Mittelland, où le pourcentage de nouvelles entreprises survivantes après 5 ans est le plus faible (47,2%).

7 Entreprises à forte croissance et gazelles

«Information et communication» et «activités immobilières et de service», des branches à haut potentiel de croissance

En 2022, la Suisse a comptabilisé le chiffre record de 4882 sociétés considérées comme des entreprises à forte croissance, soit une augmentation notable de près de 500 unités (+11,0%) par rapport à l'année précédente. Ces firmes particulièrement dynamiques, dont les trois quarts sont actives dans le secteur tertiaire, ont représenté 7,8% de la totalité des entreprises avec au moins 10 emplois. Depuis le début des observations, les meilleures performances du secteur tertiaire en matière d'entreprises à forte

Entreprises à forte croissance et emplois par branche économique, sur la période de 2019 à 2022

T5

Branches économiques	Entreprises actives en 2022 avec au moins 10 emplois	Entreprises à forte croissance 2019 à 2022	Emplois 2019 ¹	Emplois 2022 ¹	Taux d'entreprises à forte croissance (en %) ²	Croissance moyenne annualisée de l'emploi 2019 à 2022 (en %)
Secteur secondaire	17 855	1 088	32 857	51 177	6,1	15,9
Industrie et énergies	9 958	551	22 252	34 691	5,5	16,0
Construction	7 897	537	10 605	16 486	6,8	15,8
Secteur tertiaire	44 932	3 794	136 131	235 514	8,4	20,0
Commerce et réparations	9 472	604	18 009	29 921	6,4	18,4
Transports et entreposage	2 157	201	8 292	13 659	9,3	18,1
Hébergement et restauration	5 744	343	7 839	13 710	6,0	20,5
Information et communication	2 817	405	18 364	30 150	14,4	18,0
Activités financières et assurances	2 219	182	5 173	9 105	8,2	20,7
Activités immobilières et de services	4 897	495	33 400	62 501	10,1	23,2
Activités spécialisées et scientifiques	7 219	667	19 196	33 213	9,2	20,1
Enseignement	1 760	162	3 889	6 276	9,2	17,3
Santé et action sociale	6 120	527	16 360	27 846	8,6	19,4
Arts et activités récréatives	1 496	148	3 676	5 964	9,9	17,5
Autres activités de services	1 031	60	1 933	3 169	5,8	17,9
Total	62 787	4 882	168 988	286 691	7,8	19,3

¹ nombre d'emplois moyens au cours de la période d'activité dans les entreprises à forte croissance

² nombre d'entreprises à forte croissance sur le nombre total d'entreprises actives avec au moins 10 emplois

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2024

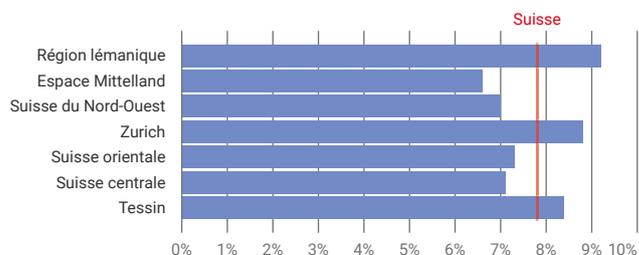
croissance sont une caractéristique constante. Pour l'année 2022, le secteur tertiaire affichait un écart positif de 2,3 points de pourcentage par rapport au secteur secondaire.

Le taux d'entreprises à forte croissance varie énormément d'une branche à une autre, atteignant presque un facteur de trois. Dans le domaine de l'«information et communication», 14,4% des entreprises sont à forte croissance. Les «activités immobilières et de services» (10,1%) ainsi que les «arts et activités récréatives» (9,9%), ont également connu un taux élevé d'entreprises à forte croissance. Ces résultats sont en ligne avec ceux des années précédentes. Inversement, c'est dans les branches «industrie et énergies» (5,5%) et «autres activités de services» (5,8%) que ce ratio a été le plus faible. Si le faible taux d'entreprises à forte croissance dans l'«industrie et énergies» est plutôt une constante dans le temps, il s'agit par contre d'une première dans les «autres activités de services».

Le contraste est également marqué au niveau des régions avec toutefois des écarts moins prononcés par rapport à la valeur suisse. La Région lémanique, avec un taux de 9,2%, a affiché le meilleur résultat en 2022. Zurich (8,8%) et le Tessin (8,4%) ont également un taux supérieur à la valeur nationale. La valeur la plus basse a été observée dans l'Espace Mittelland (6,6%). Ces résultats par région sont conformes à ceux de l'année précédente.

Taux d'entreprises à forte croissance sur la période de 2019 à 2022 par grande région

G9



État des données: 02.12.2024

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

gr-f-06.02.02.26

© OFS 2024

Création d'emplois par les entreprises à forte croissance: la tendance à la hausse se poursuit

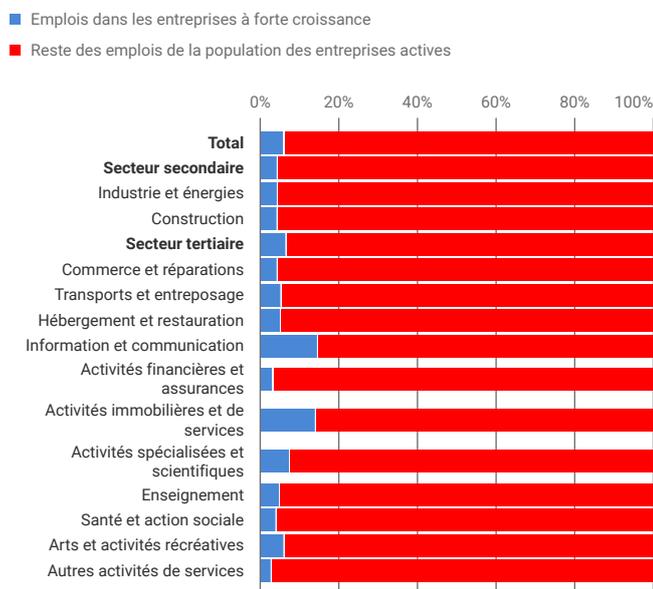
En 2022, le nombre d'emplois dans les entreprises à forte croissance a atteint 286 691, soit 6,2% de l'emploi total de la population des entreprises actives⁹. Cette part des emplois des entreprises à forte croissance fluctue fortement entre les différentes

⁹ Contrairement au taux d'entreprises à forte croissance qui est calculé sur la base d'une population restreinte, composée du nombre d'entreprises actives avec au moins 10 emplois, le nombre de places de travail dans les entreprises à forte croissance est mis en relation avec les emplois totaux de l'ensemble de la population des entreprises actives. Ceci permet de refléter l'importance de cette catégorie d'entreprises pour l'ensemble de l'économie marchande.

branches économiques. Dans l'«information et communication», ce sont 14,8% des emplois qui peuvent être associés à une entreprise à forte croissance. La branche «activités immobilières et de services» se démarque aussi avec une part similaire (14,2%). Inversement, les entreprises à forte croissance n'ont regroupé que 3,0% respectivement 3,4% des emplois des branches «autres activités de services» et «activités financières et assurances».

De 2019 à 2022, les entreprises à forte croissance ont généré 117 703 emplois (cf. Tableau T5). Cela représente une croissance moyenne annualisée de 19,3% sur la période. Après la baisse de 2020, ce solde confirme la reprise vigoureuse de la tendance positive amorcée en 2021, au point que le nombre d'emplois générés par les entreprises à forte croissance sur la période de 2019 à 2022 est supérieur à celui enregistré sur la période de 2016 à 2019 avant la pandémie de Covid-19.

Part des emplois des entreprises à forte croissance par branche économique, en 2022 G10



État des données: 02.12.2024 gr-f-06.02.02.27
Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises © OFS 2024
(UDEMO)

Stabilité du nombre de gazelles

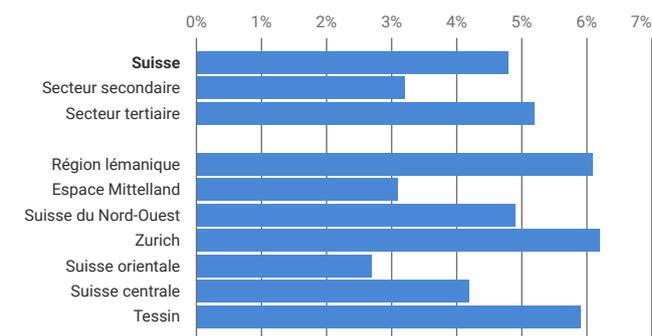
Grâce à une méthodologie harmonisée sur les statistiques démographiques des entreprises, il est possible de faire ressortir, parmi les entreprises à forte croissance, un sous-ensemble d'entités encore plus dynamiques, dénommées «gazelles». Il s'agit de toutes les entreprises à forte croissance, dont l'année de création «ex nihilo» remonte à moins de 5 ans.

Sur les 4882 entreprises à forte croissance recensées en 2022, 234 sont considérées comme des gazelles. Ce chiffre, relativement stable dans le temps, correspond à 4,8% du nombre total d'entreprises à forte croissance. Le nombre de gazelles est relativement faible car – par définition – ce type de société à croissance très rapide doit avoir au moins 10 emplois au début

de la période des 3 ans d'observation. Ainsi, pour être considérée comme gazelle, une entreprise doit être créée «ex nihilo» avec déjà 10 emplois ou le cas échéant croître immédiatement pour atteindre ce seuil au bout d'une ou deux années. Or, dans la réalité, ces deux constellations sont plutôt rares.

En 2022, plus de quatre gazelles sur cinq ont été enregistrées dans le secteur tertiaire, où le pourcentage de gazelles sur le total des entreprises à forte croissance a atteint 5,2% (contre 3,2% dans le secondaire). Au niveau régional, Zurich est la grande région comptant le plus de gazelles (64), suivi de près par la Région lémanique avec 62 gazelles. Ce sont également les deux régions dans lesquelles le pourcentage de gazelles sur le total des entreprises à forte croissance est le plus haut (Zurich: 6,2%; Région lémanique: 6,1%). Toujours en termes relatifs, le Tessin suit avec un taux de gazelles de 5,9%, mais doit encaisser un fort recul par rapport à 2021, quand 8,1% des entreprises à forte croissance avaient été identifiées comme gazelles. De l'autre côté de l'échelle, les gazelles n'ont représenté que 2,7% des entreprises à forte croissance dans la Suisse orientale.

Part des gazelles dans les entreprises à forte croissance par secteur économique et par grande région, en 2022 G11



État des données: 02.12.2024 gr-f-06.02.02.28
Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises © OFS 2024
(UDEMO)

8 Décomposition de la variation de l'emploi

Les chapitres précédents ont porté sur les événements démographiques fondamentaux (créations, fermetures) dans le cycle de vie d'une entreprise, ainsi que sur les indicateurs (survie, forte croissance) qui permettent de suivre leur évolution et leur impact sur l'économie. Toutefois, ces éléments seuls ne suffisent pas pour expliquer la croissance de l'emploi d'une année à l'autre. Il faut pour cela considérer d'autres facteurs, organisationnels ou économiques, qui peuvent affecter la manière de laquelle la main d'œuvre évolue dans une économie ou dans un secteur d'activité. Dans ce contexte, l'Office fédéral de la statistique propose, pour la première fois, d'analyser les facteurs déterminants de la variation de l'emploi entre une année t-1 et une année t. Cette analyse est rendue possible par la décomposition de la variation de l'emploi en quatre dynamiques différentes: démographiques, organisationnelles, conjoncturelles et structurelles.

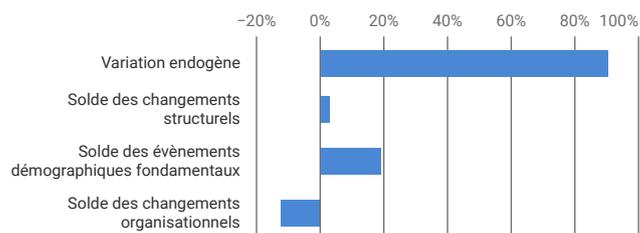
Les **dynamiques démographiques** comprennent les créations d'emplois générés par les nouvelles entreprises «ex nihilo» et les disparitions d'emplois suite aux cessations définitives d'entreprises, sur lesquelles nous avons mis l'accent dans les chapitres 4 et 5. Toutefois elles n'expliquent qu'une partie de la variation de l'emploi. D'autres événements démographiques que les créations «ex nihilo» et les fermetures définitives d'entreprises conduisent à des fluctuations de l'emploi. Ce sont par exemple les fusions, les scissions et autres restructurations internes aux groupes d'entreprises, les changements de forme juridique, les changements de propriété et les entrées / sorties de l'univers UDEMO¹⁰. Ces situations, qui conduisent à des apparitions ou disparitions d'entreprises, ne sont pas considérées comme des événements démographiques fondamentaux (au sens de la méthodologie des créations «ex nihilo» et des fermetures définitives). En l'état actuel, il n'est pas possible de traiter individuellement ces mutations. Par simplification et pour plus de clarté, elles sont considérées dans leur globalité sous l'intitulé «**changements organisationnels**».

Au niveau d'une branche économique, deux autres caractéristiques économiques peuvent expliquer l'évolution de l'emploi par rapport à l'année précédente. La première est **conjoncturelle** ou **endogène**, lorsque les entreprises créent ou perdent des emplois au sein de la même branche. La seconde est **structurelle**, lorsque la variation de l'emploi est expliquée par des changements d'activité (départs respectivement arrivées d'entreprises dans la branche).

Les données les plus récentes sur les cessations définitives se référant à l'année de référence 2020, il est possible de produire une décomposition complète de la variation de l'emploi entre 2020 et 2021 (cf. tableau T6). Par contre, pour l'évolution entre 2021 et 2022, l'information sur les disparitions d'emplois est moins détaillée, dans la mesure où il n'est pas encore possible, méthodologiquement, de distinguer les fermetures définitives d'entreprises d'une part des changements organisationnels conduisant à la suppression d'une entreprise d'autre part. Cette distinction ne pourra être réalisée qu'avec la production des données sur les cessations d'entreprises 2021.

En 2021, l'économie a comptabilisé 57 266 emplois supplémentaires (+1,3%). Cette évolution repose essentiellement sur les entreprises présentes dans la même branche en 2020 et 2021 (variation endogène). Près de 9 emplois sur 10 ont été créés de manière endogène. Le second facteur qui explique ce résultat n'est autre que le solde démographique, c'est-à-dire les créations d'emplois «ex nihilo» moins les disparitions d'emplois suite à des fermetures définitives. En troisième position se trouve la variation suite à des changements organisationnels. Ce facteur pèse sur la dynamique de l'emploi, avec une disparition nette d'environ 7000 places de travail. Enfin, les changements structurels ont peu influencé l'évolution de l'emploi, puisque les gains d'emplois ont globalement compensé les pertes.

Contribution à la croissance de l'emploi entre 2020 et 2021 pour l'ensemble de l'économie G12



État des données: 02.12.2024

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

gr-f-06.02.02.29

© OFS 2024

Au niveau des branches l'évolution endogène est généralement, à l'instar l'ensemble de l'économie, le facteur le plus déterminant de la variation de l'emploi. En absolu, les variations structurelles ont été conséquentes dans la branche «industrie et énergie» (solde de +3475 emplois) ainsi que dans les «activités spécialisées et scientifiques» (solde de -1455 emplois). Cette dernière branche est celle qui a le solde démographique le plus élevé en niveau (+2501 emplois), mais la contribution démographique la plus importante à la variation de l'emploi total par branche a été enregistrée dans la «construction».

Après cette première vue d'ensemble, il est possible de creuser davantage certains phénomènes. En effet, selon les dynamiques ou catégories considérées, il est possible que les mêmes emplois soient comptabilisés simultanément dans les augmentations et les diminutions. Ce paradoxe concerne principalement les changements organisationnels, car ils impliquent généralement plusieurs entreprises. Par exemple, dans le cas d'un simple changement de forme juridique, un «chevauchement» des emplois peut avoir lieu, car il concerne deux entreprises. En effet, une unité est radiée dans le registre du commerce et une seconde est créée en parallèle. Même si la plupart des postes restent occupées par les mêmes personnes, la statistique doit refléter ce type de situation. Ainsi, suite à ce type de changement organisationnel, les emplois se retrouvent en augmentation (société nouvellement créée) et en diminution (radiation de l'ancienne). Ce phénomène est visible dans le tableau T6 lorsque, dans la branche «santé et action sociale», une seule grande unité a changé de forme juridique. Ce faisant, elle est responsable pour presque la moitié des 15 339 emplois créés et pour un peu plus d'un tiers des 17 222 disparus suite à des changements organisationnels. Dans l'ensemble, ces mouvements, qui se sont soldés par un recul de 1883 emplois, ont eu un impact relativement faible sur l'évolution de l'emploi de la branche. En effet, la variation totale est très positive (+15 279), soutenue essentiellement par la variation endogène (+15 740) et dans une moindre mesure par le solde démographique (+1662).

¹⁰ Cela arrive notamment lorsqu'une unité non marchande devient marchande (p.ex. une association sportive se transforme, entièrement ou partiellement, en SA) ou vice versa (p.ex. une activité gérée par une entité privée est reprise par l'état).

Décomposition de la variation de l'emploi entre 2020 et 2021 par branche économique

T6

Branches économiques	Emplois 2020	Emplois 2021	Variation totale	Augmentation de l'emploi suite à...				Diminution de l'emploi suite à...			
				Variation endogène	Changements structurels	Créations d'entreprises «ex nihilo»	Changements organisationnels	Variation endogène	Changements structurels	Fermetures définitives d'entreprises	Changements organisationnels
Industrie et énergies	745 358	744 179	-1 179	26 834	5 176	2 984	7 820	28 467	1 701	3 576	10 249
Construction	361 519	363 528	2 009	20 567	863	5 986	5 480	18 608	919	4 843	6 517
Commerce et réparations	657 813	659 827	2 014	33 276	2 899	6 686	8 765	28 125	2 269	6 376	12 842
Transports et entreposage	240 563	242 224	1 661	13 823	304	1 455	7 524	17 124	311	1 605	2 405
Hébergement et restauration	240 797	232 209	-8 588	14 898	1 487	2 901	10 119	24 023	870	2 910	10 190
Information et communication	188 298	193 863	5 565	14 917	805	3 918	2 552	7 239	1 819	2 400	5 169
Activités financières et assurances	258 250	262 415	4 165	11 225	591	2 055	2 282	6 727	891	1 638	2 732
Activités immobilières et de services	393 369	414 461	21 092	38 365	1 816	6 033	6 924	19 781	1 775	4 211	6 279
Activités spécialisées et scientifiques	411 661	419 419	7 758	26 869	2 279	11 324	7 315	19 212	3 734	8 823	8 260
Enseignement	112 892	115 904	3 012	6 255	334	2 552	2 581	4 154	201	1 994	2 361
Santé et action sociale	631 581	646 860	15 279	30 481	476	6 417	15 339	14 741	716	4 755	17 222
Arts et activités récréatives	86 181	88 526	2 345	6 831	296	2 786	2 008	5 212	338	2 192	1 834
Autres activités de services	100 806	102 939	2 133	5 470	358	4 462	2 232	4 689	390	3 269	2 041
Total	4 429 088	4 486 354	57 266	249 811	17 684	59 559	80 941	198 102	15 934	48 592	88 101

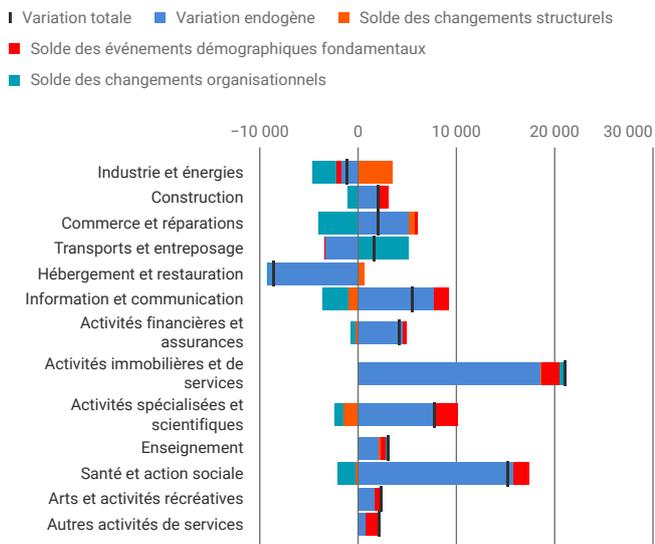
Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2024

En 2021, l'«hébergement et restauration» est l'une des deux seules branches en recul (-3,6%). Elle se démarque ainsi de la tendance de l'économie marchande. Cette branche reçoit bien quelques emplois (solde de +617) provenant d'autres branches, mais au final, elle enregistre le solde le plus faible de l'économie pour les deux autres facteurs. On peut toutefois relever que les changements organisationnels ont impliqué des mouvements d'emplois relativement importants (un peu plus de 10 000 tant à la hausse qu'à la baisse). Dans ce domaine d'activité, la reprise d'établissements par des nouveaux propriétaires est fréquente. Force est de constater que l'évolution négative de l'emploi (-8588) dans cette branche est encore plus fortement impactée par la variation endogène (-9125) dans les entreprises existantes. On peut supposer que les difficultés connues par l'«hébergement et restauration» en relation à la période Covid-19 constituent une clé de lecture de cette évolution.

À l'inverse des branches citées plus haut, les variations dues à des changements organisationnels (croissance ou perte d'emplois) peuvent impacter la variation totale et aller de pair avec un mouvement d'emplois dans le facteur endogène. C'est notamment le cas lors de réaffectation d'emploi dans des unités au sein d'un groupe d'entreprises qui réorganise ses activités. Dans le tableau T6, on voit que les entreprises actives dans la branche «transports et entreposage» ont connu, entre 2020 et 2021, une variation totale positive de l'emploi (+1661). Toutefois, cette croissance ne peut pas être expliquée par la variation de l'emploi des unités existantes les deux années (-3301). Il convient également de considérer les changements organisationnels au sein de la branche (+5119). La restructuration d'une très grande société, qui a réaffecté un grand nombre d'emplois sur des unités nouvellement créées (mais pas «ex nihilo»), est en partie responsable de ces évolutions. Par conséquent, au niveau statistique, on observe une baisse endogène dans la branche, en même temps qu'une forte augmentation des emplois qui ont été dispatchés par la maison mère (changements organisationnels).

Décomposition de la variation de l'emploi entre 2020 et 2021 par branche économique G13



État des données: 02.12.2024
 Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEM0)
 gr-f-06.02.02.30 © OFS 2024

9 Conclusion

En 2022, la Suisse comptait 587 137 entreprises actives et 4 626 338 emplois. Parmi les entreprises, on a recensé 46 987 créations «ex nihilo», qui ont généré 64 806 emplois. Ces chiffres constituent un record absolu depuis le début de la série. En pourcentage, cela représente respectivement 8,0% et 1,4% du total des entreprises actives et des emplois.

Très rapidement après leur création, les nouvelles sociétés sont contraintes de lutter pour leur survie. En 2022, l'analyse des entreprises créées lors des cinq années précédentes montre qu'un an après la création, presque deux entreprises sur dix ne sont déjà plus actives. Les taux de survie baissent ensuite d'année en année. Environ sept entreprises sur dix passent le cap de la deuxième année. Elles ne sont plus que six sur dix à franchir la troisième année. Au bout de 5 ans, environ la moitié des nouvelles entreprises n'a pas réussi à survivre et a dû fermer ses portes.

Les données sur les cessations d'entreprises, qui se réfèrent à l'année 2020, font état de 35 771 cessations définitives (6,3% du total). Ces cessations d'activité ont provoqué la perte de 48 592 emplois (1,1% du total). Leur nombre n'avait plus été aussi bas depuis 2014 et a été sensiblement inférieur à celui des créations «ex nihilo» en 2020.

Le nombre d'entreprises à forte croissance s'est élevé à 4882 en 2022, ce qui représente le 7,8% du total des entreprises actives avec au moins 10 emplois. Par définition, les entreprises à forte croissance génèrent des emplois. En 2022, six emplois sur cent étaient localisés dans une entreprise de ce type. Presque une entreprise à forte croissance sur vingt s'est avérée être en même temps une gazelle, c.-à-d. une unité dont la création remonte à moins de 5 ans.

Éditeur:	Office fédéral de la statistique (OFS)
Renseignements:	Andrea Grossi, OFS, tél. +41 58 463 66 40
Rédaction:	Andrea Grossi, OFS
Série:	Statistique de la Suisse
Domaine:	06 Industrie et services
Langue du texte original:	français
Mise en page:	Publishing et diffusion PUB, OFS
Graphiques:	Publishing et diffusion PUB, OFS
En ligne:	www.statistique.ch
Imprimés:	www.statistique.ch Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel, order@bfs.admin.ch , tél. +41 58 463 60 60 Impression réalisée en Suisse
Copyright:	OFS, Neuchâtel 2024 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée.
Numéro OFS:	1784-2200

Les informations publiées ici contribuent à mesurer la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).



Système d'indicateurs MONET 2030

www.statistique.ch → Statistiques → Développement durable → Système d'indicateurs MONET 2030